



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article6904>

La politique du chaos

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2012 - Journal des Alternatives. Vol.3 - No.9, septembre 2012 -



Date de mise en ligne : vendredi 31 août 2012

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Délibérément placé au coeur d'une stratégie électorale jugée efficace, le culte de l'ordre a pris, à la faveur d'une crise nourrie par l'arrogance, des proportions démesurées éclipsant ainsi des enjeux de gouvernance beaucoup plus fondamentaux. Manifestement incapable de faire campagne sur un bilan à la fois mince et controversé, Jean Charest, même s'il s'en défend, a préféré exploiter sur les excès attribués, sans distinction aucune, au vaste mouvement de contestation des politiques de son gouvernement.

Le premier ministre parle tel un médium clairvoyant, comme si c'est à travers lui que s'exprimerait une entité spectrale sans réelle consistance sociologique, mais dont la présence est néanmoins sentie. À ses dires, le silence proverbial de la majorité des Québécois cacherait une peur révoltive de la violence et de l'anarchie comme si, sans jamais avoir connu l'épreuve de la guerre, le Québec était cette fois au bord d'un gouffre frôlant le chaos. Ignorance feinte ou réelle de l'histoire, il vaut la peine de situer le choix du parti libéral en matière de lutte électorale et de propagande à la lumière de réflexions qui ont fait école. À cet égard, deux points de vue complémentaires permettent ici de prendre toute la mesure des sophismes sur lesquels le gouvernement sortant semble vouloir asseoir sa réélection. Le premier renvoie à la philosophie politique, le second à la tradition sociologique.

Conformisme de l'être démocratique ?

Dans le portrait remarquable qu'il esquissait des sociétés démocratiques à venir après un séjour aux États-Unis, un des plus brillants esprits du XIXe siècle, Alexis de Tocqueville nous explique que l'une des caractéristiques les plus distinctives de ce type de société est leur intolérance à toutes formes de transgression du caractère pacifique et non-violent des normes qui régissent les rapports entre les individus. En effet, les démocraties libérales en raison du principe de légitimité qui les fonde ont substitué la négociation à l'affrontement armé ; les règles de droit ayant pour finalité de préserver l'unité consensuelle et relative émanant du contrat social tout en préservant chacun, en vertu même de ce dernier, contre l'arbitraire du Léviathan.

Il en découle toute une série d'institutions politiques, d'instances juridiques et de mécanismes procéduriers propres à réguler les tensions dans les limites fixées par les lois de sorte que les conflits puissent se résoudre sans recourir à la force et la puissance des armes. Sur le plan de la culture politique, cela explique les prédispositions de « l'homme démocratique » et l'importance du conformisme de masse au sein des sociétés contemporaines. L'un des paradoxes étudiés par Tocqueville renvoie ainsi au constat que plus un phénomène désagréable se fait rare, plus ses manifestations résiduelles sont jugées insoutenables. Installés dans le confort douillet et tranquille de leur foyer, bon nombre de citoyens vivent en effet dans un état de sécurité qui les rend sans doute vulnérables à certains discours qu'amplifient des images si étrangères à eux-mêmes qu'ils en appellent à des interventions musclées.

Tabler sur la peur

De son côté, dans une thèse publiée dans les années trente, le sociologue Norbert Élias fait la genèse d'un « processus de civilisation » qui aurait modelé la structure de la personnalité en Occident entre la fin du Moyen-Âge et le XXe siècle. Reposant au départ sur la prohibition de certains comportements jugés répréhensibles au sein d'une noblesse soucieuse de se distinguer de la classe des marchands, ce processus va se traduire par la diffusion des manières plus « civilisées » des sociétés de cour aux autres catégories sociales. En l'espace de quelques siècles, les contraintes formellement interdites de l'extérieur vont être intériorisées sous la forme achevée d'autocontraintes garantes de comportements plus retenus et « civilisés ». Qui plus est, l'accroissement de l'interdépendance inhérente au resserrement du réseau des interrelations entrainera ainsi un refoulement manifeste des pulsions primaires et des explosions agressives. À la faveur de cette lente dynamique de pacification des relations entre les individus comme des rapports sociaux, le sport allait devenir un espace restreint et codifié destiné à servir d'exutoire à l'intérieur duquel les pulsions sont sublimées dans le spectacle.

Si, a priori, violence et démocratie sont donc antinomiques, le XXe siècle fut aussi pour l'Occident, ne l'oublions pas, celui de la barbarie. Il ne s'agit pas de prétendre conséquemment que la violence a disparu et que les conflits sociaux sont toujours et en tout temps exempts de ces épisodiques « débordements ». L'histoire récente des démocraties atteste toutefois d'un endiguement des manifestations susceptibles de menacer l'ordre social. La civilisation dont parle Élias et Tocqueville réfère à une mécanique complexe de régulation et de contingentement de la violence qui relativise considérablement le ton péremptoire du catéchisme dont se nourrit le premier ministre Charest. À cet égard, l'apparente sensibilité de certains Québécois n'est pas étrangère au passage d'une communauté traditionnellement consensuelle à une société davantage exacerbée par des antagonismes idéologiques encore mal intégrés. Derrière une peur du chaos non fondée dans les faits, ce sont vraisemblablement les figures de l'extrême et de la démesure inhérentes aux manifestations quotidiennes et à la détermination des foules qui posent problème en ce qu'il s'agit de phénomènes qui restent à normaliser politiquement.

Tablant sur la peur comme l'ont fait les libéraux fédéraux en avril 1970 lors du tristement célèbre « coup de la Brink's », les libéraux du Québec avec le même mépris de l'électorat se lancent aujourd'hui dans une surenchère autour d'une crise sociale réduite de manière caricaturale aux dangers que feraient peser sur nous des hordes de « nouveaux barbares ». Cette instrumentalisation du conflit étudiant cache mal non seulement une tentation autoritaire sans raison d'être, mais également une gestion de celui-ci propre à galvaniser les extrêmes. Habile à prophétiser l'anarchie qu'il prétend combattre, ce gouvernement pourrait, après avoir misé sur la peur qu'il suscite, découvrir que l'attachement des citoyens à l'égard de l'intégrité est finalement un enjeu plus déterminant.

Post-scriptum :

Stéphane Chalifour est professeur au Département de sciences humaines au Collège Lionel-Groulx.